

ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

Année 2012

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

parus en **2012**

MINISTÈRE

COUR DE CASSATION

LOI

Bulletin
d'information

Arrêté

CODE
DU
TRAVAIL

Directive

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
JOURNAL
OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

Mercredi 15 décembre 2010 / N° 290

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Arrêtés, circulaires

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Arrêté du 1er décembre 2010 annulant et remplaçant l'arrêté du 15 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 25 mai 2010 relatif au concours externe au titre de l'année 2010 l'ouverture et fixant le nombre des postes offerts pour le recrutement par concours externe dans le grade d'agent d'expérimentation des travaux publics

Arrêté du 7 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement

Ministère des affaires étrangères et européennes

Décret n° 2010-1800 du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 19 décembre 2010 portant délégation de signature (centre de crise)

Ministère des transports, de l'équipement et du logement

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux modalités de mise en œuvre de la procédure de priorisation des décrets et des arrêtés

Journal officiel
de l'Union européenne

Législation

1. Actes législatifs

RÈGLEMENTS

* Règlement (UE) n° 861/2010 de la Commission (CE) n° 2658/87 du Conseil relatif au tarif douanier commun

CIRCULAIRE

Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail (SST) _____ 3

Textes officiels relatifs à l'environnement, la santé publique et la sécurité civile _____ 25



Institut national de recherche et de sécurité
pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles

65, boulevard Richard Lenoir 75011 Paris
Téléphone 01 40 44 30 00 - Fax 01 40 44 30 99
Internet : www.inrs.fr - e-mail : info@inrs.fr

Textes officiels relatifs à
la santé et la sécurité au travail
parus en 2012

Prévention - Généralités

ACCIDENTS DU TRAVAIL/MALADIES PROFESSIONNELLES _____

Sécurité sociale

Loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la Sécurité sociale pour 2013.
Parlement. Journal officiel du 18 décembre 2012 – pp. 19821-19881.

Tableaux

Décret n° 2012-936 du 1^{er} août 2012 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du Code de la Sécurité sociale.
Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 août 2012 – pp. 12743-12744.

Décret n° 2012-937 du 1^{er} août 2012 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du Code de la Sécurité sociale.
Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 août 2012 – pp. 12744-12745.

Décret n° 2012-665 du 4 mai 2012 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles en agriculture annexés au titre VII du Code rural et de la pêche maritime.
Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 6 mai 2012 – pp. 8149-8150.

Décret n° 2012-1265 du 15 novembre 2012 révisant et complétant les tableaux de maladies professionnelles annexés au livre VII du Code rural et de la pêche maritime.
Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 17 novembre 2012 – pp. 1827-1828.

Circulaire CNAMTS CIR n° 20/2012 du 4 octobre 2012 relative aux modifications du tableau 57 des maladies professionnelles, paragraphe "Coude".
Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cg-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI>, 5 p.).

Circulaire CNAMTS CIR n° 19/2012 du 4 octobre 2012 relative à la modification du tableau 15 ter des maladies professionnelles.
Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cg-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI>, 8 p.).

Tarification

Arrêté du 12 avril 2012 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la Sécurité sociale.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 28 avril 2012 – pp. 7621-7622.

Arrêté du 24 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 modifié relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale pour 2013.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2012 – pp. 21068-21094.

Arrêté du 17 décembre 2012 portant modification de l'arrêté du 17 octobre 1995 modifié relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et de l'arrêté du 6 décembre 1995 modifié relatif à l'application du dernier alinéa de l'article D. 242-6-11 et du I de l'article D. 242-6-14 du Code de la Sécurité sociale relatifs à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles.

Ministère de la Santé. Journal officiel du 21 décembre 2012 – pp. 20188-20190.

Arrêté du 21 décembre 2012 fixant les majorations visées à l'article D. 242-6-9 du Code de la Sécurité sociale pour l'année 2013.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2012 – p. 21038.

Arrêté du 24 décembre 2012 fixant les tarifs des risques applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2012 – pp. 21058-21068.

Arrêté du 24 décembre 2012 fixant les coûts moyens pour le calcul des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles et fixant le tarif des cotisations d'accidents du travail et des maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 décembre 2012 – pp. 20806-20807.

Arrêté du 17 décembre 2012 portant modification de l'arrêté du 4 mai 1987 relatif aux cotisations d'accident du travail dues par les associations intermédiaires.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 21 décembre 2012 – p. 20188.

Arrêté du 21 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1999 modifié et fixant le taux de cotisation des entreprises du bâtiment et des travaux publics à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ainsi que le salaire de référence de la contribution due au titre de l'emploi des travailleurs temporaires pour l'année 2013.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 décembre 2012 – p. 20828.

Arrêté du 18 décembre 2012 fixant pour l'année 2013 dans les départements d'outre-mer le montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance obligatoire des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et le montant de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 26 décembre 2012 – pp. 20443-20444.

Arrêté du 26 décembre 2012 portant fixation au titre de l'année 2013 des taux de cotisations dues au régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre des accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 28 décembre 2012 – pp. 20753-20756.

Arrêté du 11 janvier 2012 modifiant l'arrêté du 28 décembre 2011 portant fixation au titre de l'année 2012 des taux de cotisations dues au titre du régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 24 janvier 2012 – p. 1341.

Circulaire CNAMTS CIR n° 16/2012 du 7 août 2012 relative à la Convention nationale d'objectifs spécifique pour les activités du verre plat.

Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cg-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI>, 7 p.)

Circulaire CIR-17/2012 du 27 août 2012 relative à la Convention nationale d'objectifs spécifique aux activités du secteur de la propreté.

Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cg-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI>, 128 p.)

Circulaire CNAMTS CIR n° 23/2012 du 16 octobre 2012 relative à la Convention nationale d'objectifs spécifique aux activités de construction et de réparation navale.

Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cg-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM>, 13p.)

Circulaire CNAMTS CIR n° 22/2012 du 16 octobre 2012 relative à la Convention nationale d'objectifs spécifique à l'activité de fabrication d'articles métalliques.

Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cg-ameli/aurweb/ACIRCC/CIRM>, 14p.)

FORMATION À LA SÉCURITÉ

Arrêté du 28 décembre 2011 relatif au Conseil national pour l'enseignement de la santé et de la sécurité au travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 janvier 2012 – pp. 636-637.

LIEUX DE TRAVAIL

Conception

Arrêté du 20 février 2012 relatif à l'application des articles R. 111-14-2 à R. 111-14-5 du Code de la construction et de l'habitation.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 23 février 2012 – pp. 3071-3072.

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Agriculture

Note de service DGER/SDEPC/SDPOFE/N2012-2023 du 21 février 2012 relative aux nouvelles règles de sécurité applicables aux tracteurs agricoles et forestiers neufs.

Ministère chargé de l'Agriculture. (<http://www.circulaire.legifrance.gouv.fr>, 6 p.)

Décret n° 2012-707 du 7 mai 2012 relatif aux commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 8 mai 2012 – p. 8539.

Décret n° 2012-1043 du 11 septembre 2012 relatif aux conditions de fonctionnement des commissions paritaires d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 13 septembre 2012 – pp. 14679-14680.

Enseignement agricole

Circulaire SG/SAFSL/SDTPS/C2012-1502 DGER/SDEDC/SDPOFE/C2012-2004 du 24 avril 2012 relative à la Convention cadre nationale pour l'intégration de la "santé sécurité au travail" dans l'enseignement agricole.

Ministère chargé de l'Agriculture (<http://circulaire.legifrance.gouv.fr>, 12 p.).

Fonction publique

Circulaire du 12 octobre 2012 relative à l'application des dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

Ministère chargé de la Fonction publique (<http://www.circulaire.legifrance.gouv.fr>, 93 p.).

Décret n° 2012-285 du 29 février 2012 relatif à la répartition des sièges des représentants des personnels non médicaux au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des établissements visés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique hospitalière.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 1^{er} mars 2012 (<http://www.legifrance.gouv.fr>, 2 p.).

Circulaire n° DGOS/RH3/2012/102 du 5 mars 2012 relative à la déclaration des maladies professionnelles et des accidents de travail dans la Fonction publique hospitalière.

Ministère chargé du Travail (<http://www.circulaire.legifrance.gouv.fr>, 3 p.).

Handicapés

Décret n° 2012-362 du 14 mars 2012 tirant les conséquences dans le Code du travail des dispositions de l'article 208 de la loi de finances pour 2011.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 16 mars 2012 – pp. 4856-4857.

Décret n° 2012-896 du 19 juillet 2012 relatif à la reconnaissance de la lourdeur du handicap.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 juillet 2012 – pp. 11976-11977.

Arrêté du 19 juillet 2012 relatif au modèle de formulaire de demande de reconnaissance de la lourdeur du handicap.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 juillet 2012 – pp. 11977-11989.

Décret n° 2012-1354 du 4 décembre 2012 relatif à la déclaration annuelle obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés adressée à l'association mentionnée à l'article L. 5214-1 du Code du travail.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 6 décembre 2012 – pp. 19121 – 19122.

Arrêté du 14 décembre 2012 relatif à la déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 26 décembre 2012 – pp. 20436 – 20437.

Jeunes

Décret n° 2012-627 du 2 mai 2012 relatif à l'accueil des apprentis dans plusieurs entreprises.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 4 mai 2012 – pp. 7907-7908.

Pénibilité

Décret n° 2012-134 du 30 janvier 2012 tirant les conséquences de la création de la fiche prévue à l'article L. 4121-3-1 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 janvier 2012 – pp. 1778-1779.

Décret n° 2012-136 du 30 janvier 2012 relatif à la fiche prévue à l'article L. 4121-3-1 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 janvier 2012 – p. 1787.

Arrêté du 30 janvier 2012 relatif au modèle de fiche prévu à l'article L. 4121-3-1 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 janvier 2012 – pp. 1796-1797.

Arrêté du 2 avril 2012 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie du pétrole (n° 1388).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 11 avril 2012 – p. 6608.

Arrêté du 12 novembre 2012 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 novembre 2012 – pp. 18470-18471.

Circulaire CNAV n° 2012-63 du 13 septembre 2012 relative à la retraite pour pénibilité.

Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (<http://www.legislation.cnav.fr>, 18 p.).

Télétravail

Loi n° 2012-387 du 22 mars 2012 relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives.

Parlement. Journal officiel du 23 mars 2012 – pp. 5226-5253.

Travailleurs temporaires

Décret n° 2012-472 du 11 avril 2012 relatif à l'apprentissage dans les entreprises de travail temporaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 avril 2012 – pp. 6805-6806.

Travaux forestiers

Décret n° 2012-836 du 29 juin 2012 relatif à la partie réglementaire du Code forestier.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 30 juin 2012 – pp. 10715-10784.

Note de service SG/SAFSL/SDTPS/N2012-1509 DGPAAT/SDFB/N2012-3019 du 9 mai 2012 relative à la mise en œuvre de la réglementation relative aux règles d'hygiène et de sécurité sur les chantiers forestiers et sylvicoles ; décret en Conseil d'État n° 2010-1603, codifié aux articles R. 717-77 à R. 717-83 du Code rural et de la pêche maritime, arrêté du 31 mars 2011 relatif à la fiche de chantier prévue à l'article R. 717-78-1 du Code du rural et de la pêche maritime.

Ministère chargé du Travail (<http://circulaire.legifrance.gouv.fr>., 35 p.).

Note de service SG/SAJ/N2012-9103 DGPAAT/SDFB/N2012-3035 du 20 septembre 2012 relative au nouveau code Forestier.

Ministère chargé de l'Agriculture. Bulletin officiel du ministère de l'Agriculture, n° 38 du 21 septembre 2012, 23 p.

Vieillesse

Circulaire interministérielle DSS/DGT/DGEFP/SASFL N° 2012/17 du 2 octobre 2012 relative à la mise en œuvre de la pénalité prévue par l'article L. 138-24 du Code de la Sécurité sociale dont sont redevables les entreprises employant au moins 50 salariés ou appartenant à un groupe dont l'effectif comprend au moins 50 salariés lorsqu'elles ne sont pas couvertes par un accord en faveur de l'emploi des salariés âgés.

Ministère chargé du Travail (<http://circulaire.legifrance.gouv.fr> – 4 p.).

Organisation - Santé au travail

CHSCT

Arrêté du 29 juin 2012 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 19 juillet 2012 – p. 11885.

ORGANISMES AGRÉÉS/ACCRÉDITÉS

Arrêté du 29 décembre 2011 portant agrément d'organismes habilités à former les coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 janvier 2012 – p. 720.

Arrêté du 29 décembre 2011 portant agrément d'organismes habilités à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 janvier 2012 – p. 720.

Arrêté du 29 décembre 2011 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 janvier 2012 – pp. 720-721.

RISQUES PSYCHOSOCIAUX

Note de service SG/SRH/SDDPRS/N2012-1032 du 8 février 2012 relative au suivi statistique spécifique des suicides et tentatives de suicides sur le lieu de travail.

Ministère chargé de l'Agriculture. Bulletin officiel du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire, n° 6 du 10 février 2012 - 3 p.

Arrêté du 2 avril 2012 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des avocats salariés (n° 1850).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 avril 2012 – p. 6755.

Harcèlement sexuel

Loi n° 2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel.

Parlement. Journal officiel du 7 août 2012 – pp. 12921-12924.

Circulaire CRIM 2012-15 du 7 août 2012 relative à la présentation des dispositions de droit pénal et de procédure pénale de la loi n° 2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel.

Ministère chargé de la Justice (<http://circulaire.legifrance.gouv.fr>, 19 p.).

Circulaire DGT 2012/14 du 12 novembre 2012 relative au harcèlement et à l'application de la loi n° 2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel.

Ministère chargé du Travail (<http://www.travail-emploi.gouv.fr>, 9 p.).

Circulaire CRIM-AP n° 10-780-D2 du 10 mai 2012 relative à la décision du Conseil constitutionnel du 4 mai 2012 (QPC n° 2012-240) relative à l'article 222-33 du Code pénal.

Ministère chargé de la Justice. Non publiée.

SERVICES DE SANTÉ AU TRAVAIL

Décret n° 2012-135 du 30 janvier 2012 relatif à l'organisation de la médecine du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 janvier 2012 – pp. 1779-1787.

Décret n° 2012-137 du 30 janvier 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des services de santé au travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 janvier 2012 – pp. 1787-1793.

Circulaire DGT/N° 13 du 9 novembre 2012 relative à la mise en œuvre de la réforme de la médecine du travail et des services de santé au travail.

Ministère chargé du Travail (<http://circulaires.legifrance.gouv.fr> – 91 p.).

Arrêté du 2 mai 2012 relatif à la composition des dossiers de demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément des services de santé au travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 8 mai 2012 – pp. 8510-8511.

Agriculture

Décret n° 2012-706 du 7 mai 2012 relatif aux services de santé au travail et à la prévention des risques professionnels en agriculture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 8 mai 2012 – pp. 8532-8539.

Décret n° 2012-837 du 29 juin 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des services de santé au travail en agriculture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 30 juin 2012 – pp. 10784-10786.

Surveillance médicale

Arrêté du 2 mai 2012 abrogeant diverses dispositions relatives à la surveillance médicale renforcée des travailleurs.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 8 mai 2012 – pp. 8509-8510.

Circulaire CIR-11-2012 du 10 avril 2012 relative à la surveillance post-professionnelle des salariées ayant été exposés à des agents ou procédés cancérogènes.

Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (<http://www.mediam.ext.cnamts.fr/cgi-ameli/aurweb/ACIRCC/MULTI>, 49 p.).

Risques chimiques et biologiques

RISQUE CHIMIQUE

Amiante

Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 mars 2012 – pp. 4245-4254.

Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 mai 2012 – pp. 7978-7983.

Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièremment, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 23 août 2012 – pp. 13723-13724.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2012 – pp. 20605-20611.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2012 – pp. 20611-20614.

Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2012 – pp. 21038-21042.

Décret n° 2012-1149 du 12 octobre 2012 modifiant le décret n° 99-247 du 29 mars 1999 relatif à l'allocation de cessation anticipée d'activité prévue à l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 14 octobre 2012 – p. 16058.

Circulaire n° 2012/42 du 26 avril 2012 de la CNAV relative aux impacts de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites et de la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 sur le passage à la retraite des titulaires de l'allocation de cessation anticipée des travailleurs de l'amiante (ATA).

Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (<http://www.legislation.cnav.fr>, 4 p.).

Arrêté du 27 février 2012 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 mars 2012 – p. 4149.

Arrêté du 25 avril 2012 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 mai 2012 – p. 7822.

Arrêté du 25 avril 2012 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 4 mai 2012 – pp. 7915-7916.

Arrêté du 25 septembre 2012 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 octobre 2012 – p. 15960.

Arrêté du 29 octobre 2012 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 novembre 2012 – p. 17923.

Arrêté du 6 décembre 2011 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 mars 2012 – p. 5767.

Arrêté du 25 avril 2012 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 mai 2012 – pp. 7821-7822.

Arrêté du 25 avril 2012 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 mai 2012 – p. 7821.

Décret n° 2012-47 du 16 janvier 2012 complétant la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles à l'autorité sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 18 janvier 2012 – p. 994.

Arrêté du 6 février 2012 modifiant l'arrêté du 22 août 2011 relatif à la notification obligatoire des maladies infectieuses et autres maladies mentionnées à l'article D. 3113-7 du Code de la Santé publique.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 13 mars 2012 – p. 4596.

Biocides

Règlement (UE) N° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 167 du 27 juin 2012 – pp. 1-123.

Directive 2012/2/UE de la Commission du 9 février 2012 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil par l'inscription de l'oxyde de cuivre (II), de l'hydroxyde de cuivre (II) et du carbonate basique de cuivre en tant que substances actives dans son annexe I.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 37 du 10 février 2012 – pp. 60-64.

Directive 2012/3/UE de la Commission du 9 février 2012 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription du bendiocarbe en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 37 du 10 février 2012 – pp. 65-67.

Directive 2012/14/UE de la Commission du 8 mai 2012 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription de la méthylnonylcétone en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 123 du 9 mai 2012 – pp. 36-38.

Directive 2012/15/UE de la Commission du 8 mai 2012 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription de l'extrait de margousier en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 123 du 9 mai 2012 – pp. 39-41.

Directive 2012/16/UE de la Commission du 10 mai 2012 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription de l'acide chlorhydrique en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 124 du 11 mai 2012 – pp. 36-38.

Directive 2012/22/UE de la Commission du 22 août 2012 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription du carbonate de DDA en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 227 du 23 août 2012 – pp. 7-10.

Directive 2012/38/UE de la Commission du 23 novembre 2012 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription du cis-tricos-9-ene en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 326 du 24 novembre 2012 – pp. 13-15.

Directive 2012/40/UE de la Commission du 26 novembre 2012 rectifiant l'annexe I de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits biocides.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 327 du 27 novembre 2012 – pp. 26-27.

Directive 2012/41/UE de la Commission du 26 novembre 2012 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins d'étendre l'inscription à l'annexe I de la substance active acide nonanoïque aux produits du type 2.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 327 du 27 novembre 2012 – pp. 28-30.

Directive 2012/42/UE de la Commission du 26 novembre 2012 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins d'étendre l'inscription du cyanure d'hydrogène en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 327 du 27 novembre 2012 – pp. 31-33.

Directive 2012/43/UE de la Commission du 26 novembre 2012 modifiant certaines rubriques de l'annexe I de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 327 du 27 novembre 2012 – pp. 34-36.

Décision de la Commission n° 2012/77 du 9 février 2012 concernant la non-inscription du flufénoxuron pour le type de produits 18 à l'annexe I, I A ou I B de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits biocides.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 38 du 11 février 2012 – p. 47.

Décision de la Commission n° 2012/78 du 9 février 2012 concernant la non-inscription de certaines substances à l'annexe I, I A ou I B de la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits biocides.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 38 du 11 février 2012 – pp. 48-50.

Décision de la Commission du 10 mai 2012 concernant la non-inscription du dichlorvos pour le type de produits 18 à l'annexe I, I A ou I B de la directive 98/8/CE du parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits biocides.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 125 du 12 mai 2012 – p. 53.

Décision de la Commission du 11 mai 2012 concernant la non-inscription du naled pour les produits de type 18 à l'annexe I, I A ou I B de la directive 98/8/CE du parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits biocides.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 126 du 15 mai 2012 – p. 12.

Arrêté du 23 avril 2012 pris en application de l'article 8 du décret n° 2009-1685 du 30 décembre 2009 fixant la liste des diplômes, titres homologués et attestations de formation portant qualification pour l'encadrement et la formation de personnel exerçant l'application de certains produits biocides.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 mai 2012 – p. 7804.

Arrêté du 17 juillet 2012 concernant l'interdiction d'utilisation de certains produits biocides.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 1^{er} août 2012 – p. 12588.

Arrêté du 17 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 19 mai 2004 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides aux fins de l'inscription de plusieurs substances actives aux annexes dudit arrêté.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 1^{er} août 2012 – pp. 12569-12587.

Contrôles des substances et produits chimiques

Circulaire interministérielle DGPR/DGCCRF/DGT/DGS/DGDDI du 14 mars 2012 relative aux contrôles des substances et produits chimiques.

Ministères chargés de l'Environnement et du Travail (<http://www.circulaire.legifrance.gouv.fr>, 5 p.).

Étiquetage

Règlement (UE) N° 618/2012 de la Commission du 10 juillet 2012 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 179 du 11 juillet 2012 – pp. 3-10.

Décret n° 2012-530 du 19 avril 2012 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des substances et mélanges.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 21 avril 2012 – pp. 7171-7173.

Limitations d'emploi

Règlement (UE) N° 835/2012 de la Commission du 18 septembre 2012 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII (cadmium).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 252 du 19 septembre 2012 – pp. 1-3.

Règlement (UE) N° 836/2012 de la Commission du 18 septembre 2012 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le plomb.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 252 du 19 septembre 2012 – pp. 4-6.

Règlement (UE) N° 847/2012 de la Commission du 19 septembre 2012 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne le mercure

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 253 du 20 septembre 2012 – pp. 1-4.

Règlement (UE) N° 848/2012 de la Commission du 19 septembre 2012 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne les composés du phénylmercure.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 253 du 20 septembre 2012 – pp. 5-7.

Directive déléguée 2012/50/UE de la Commission du 10 octobre 2012 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe III de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative aux applications utilisant du plomb.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 348 du 18 décembre 2012 – pp. 16-17.

Directive déléguée 2012/51/UE de la Commission du 10 octobre 2012 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe III de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative aux applications utilisant du cadmium.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 348 du 18 décembre 2012 – pp. 18-19.

Méthodes d'essai

Règlement (UE) N° 640/2012 de la Commission du 6 juillet 2012 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, le règlement (CE) n° 440/2008 établissant des méthodes d'essai conformément au règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 193 du 20 juillet 2012 – pp. 1-66.

Nanomatériaux

Décret n° 2012-232 du 17 février 2012 relatif à la déclaration annuelle des substances à l'état nanoparticulaire pris en application de l'article L. 523-4 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 19 février 2012 – pp. 2863-2865.

Décret n° 2012-233 du 17 février 2012 relatif à la désignation des organismes mentionnés à l'article L. 523-3 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 19 février 2012 – pp. 2865-2866.

Arrêté du 6 août 2012 relatif au contenu et aux conditions de présentation de la déclaration annuelle des substances à l'état nanoparticulaire, pris en application des articles R. 523-12 et R. 523-13 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 10 août 2012 – pp. 13166-13167.

Reach

Règlement (UE) n° 109/2012 de la Commission du 9 février 2012 modifiant l'annexe XVII (substances CMR) du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 37 du 10 février 2012 – pp. 1-49.

Règlement (UE) n° 125/2012 de la Commission du 14 février 2012 modifiant l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 41 du 15 février 2012 – pp. 1-4.

Règlement (UE) N° 412/2012 de la Commission du 15 mai 2012 modifiant l'annexe XVII du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 128 du 16 mai 2012 – pp.1-3.

Rectificatif au règlement (UE) n° 494/2011 de la Commission du 20 mai 2011 modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), en ce qui concerne l'annexe XVII (Cadmium).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 160 du 21 juin 2012 – p. 28.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 142 du 22 mai 2012 – p. 8.

Valeurs limites

Décret n° 2012-746 du 9 mai 2012 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 mai 2012 – pp. 8773-8778.

Arrêté du 9 mai 2012 fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives pour certains agents chimiques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 mai 2012 – pp. 8793-8794.

RISQUE BIOLOGIQUE

Déchets d'activités de soins

Arrêté du 1^{er} février 2012 pris en application des articles R. 1335-8-7 à R. 1335-8-11 du Code de la Santé publique.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 8 février 2012 – pp. 2230-2231.

Circulaire interministérielle DGS/EA1/DGPR n° 2012-215 du 4 juin 2012 relative à l'application des décrets n° 2010-1263 du 22 octobre 2010 et n° 2011-763 du 28 juin 2011.

Ministère chargé de la Santé. Bulletin officiel Santé, Protection sociale, Solidarités, n° 12/06 du 15 juillet 2012, 15 p.

Arrêté du 12 décembre 2012 portant agrément d'un organisme ayant pour objet d'enlever et de traiter les déchets d'activités de soins à risques infectieux perforants produits par les patients en autotraitement en application des articles R. 1335-8-7 à R. 1335-8-11 du Code de la santé publique.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 30 décembre 2012 – p. 21137.

Circulaire interministérielle DGS/EA1/DGPR n° 2011-442 du 28 novembre 2011 relative à la mise en œuvre de l'appareil de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) « LOG 100 » de la société Miclo Environnement.

Ministères chargés de la Santé et de l'Écologie. Bulletin officiel Santé - Protection sociale - Solidarité, n° 2011/12 du 15 janvier 2012 – pp. 319-322.

Circulaire interministérielle DGS/EA1/DGPR n° 2012-327 du 29 août 2012 relative à la mise en œuvre de l'appareil de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) «AMB – Série 75 – Ecostéryl » de la société AMB.

Ministère chargé de la Santé. Bulletin officiel du ministère de la santé, n° 2012/10 du 15 novembre 2012 – pp. 184-187.

Circulaire interministérielle DGS/EA1/DGPR n° 2012-335 du 6 septembre 2012 relative à la mise en œuvre de l'appareil de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) « STERILWAVE » de la société BERTIN.

Ministère chargé de la Santé. Bulletin officiel du ministère de la santé, n° 2012/10 du 15 novembre 2012 – pp. 188-191.

Risques physiques et mécaniques

BTP

Coordonnateur

Arrêté du 26 décembre 2012 relatif à la formation des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé et à celle des formateurs de coordonnateurs ainsi qu'aux garanties minimales que doivent présenter les organismes en charge de ces formations dans le cadre de la procédure d'accréditation – certification.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 30 décembre 2012 – pp. 21180-21188.

Arrêté du 3 août 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme habilité à former des coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 15 août 2012 – p. 13441.

Échafaudages

Arrêté du 8 novembre 2012 relatif aux diplômes professionnels relevant des dispositions du Code du travail relatives à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.

Ministère de l'Éducation nationale. Journal officiel du 23 novembre 2012 – p. 18456.

Produits de construction

Arrêté du 20 février 2012 modifiant l'arrêté du 19 avril 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction ou de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 26 février 2012 – pp. 3323-3324.

Travaux à proximité de certains ouvrages

Arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV, du titre V, du livre V du Code de l'environnement relatif à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 22 février 2012 – pp. 2988-2995.

PROTECTION INDIVIDUELLE

Arrêté du 14 février 2012 portant habilitation d'un organisme chargé de procéder à l'évaluation des systèmes de garantie de qualité CE concernant certains équipements de protection individuelle.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 février 2012 – p. 3000.

Arrêté du 7 août 2012 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2010 portant habilitation d'organismes chargés de procéder aux examens CE de type, à l'évaluation des systèmes de garantie de qualité CE et à l'évaluation et à la surveillance des systèmes d'assurance qualité CE concernant certains équipements de protection individuelle.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 17 août 2012 – p. 35171.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil, du 21 décembre 1989, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 45 du 16 février 2012 – pp. 1-24.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 395 du 20 décembre 2012 – pp. 1-26.

RISQUE MÉCANIQUE

Ascenseurs

Décret n° 2012-674 du 7 mai 2012 relatif à l'entretien et au contrôle technique des ascenseurs.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 8 mai 2012 – pp. 8186-8188.

Arrêté du 7 août 2012 relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs.

Ministère chargé du Logement. Journal officiel du 15 août 2012 – pp. 13436-13441.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs.

Communication européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 334 du 31 octobre 2012 – pp. 4-6.

Machines/équipements de travail

Décision de la Commission du 19 janvier 2012 exigeant des États membres d'interdire la mise sur le marché de dispositifs de coupe à fléaux pour débrousailluses portatives.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 18 du 21 janvier 2012 – pp. 5-6.

Communications de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 61 du 29 février 2012 – pp. 1-55 ; n° C 87 du 23 mars 2012 – pp. 1-55.

Rectificatif à la communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 125 du 28 avril 2012 – p. 16.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 159 du 5 juin 2012 – pp. 1-54.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 256 du 24 août 2012 – pp. 1-50.

Arrêté du 25 avril 2012 portant habilitation d'un organisme chargé de procéder aux examens CE de type et de mettre en œuvre la procédure d'assurance qualité complète de certaines machines.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 4 mai 2012 – p. 7916.

Arrêté du 24 juillet 2012 portant habilitation d'un organisme et modifiant l'arrêté du 30 décembre 2009 portant habilitation des organismes chargés de procéder aux examens CE de type de certaines machines.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 25 août 2012 – pp.13816-13817.

Arrêté du 27 septembre 2012 portant habilitation d'un organisme et modifiant l'arrêté du 30 décembre 2009 portant habilitation des organismes chargés de procéder aux examens CE de type de certaines machines.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 6 octobre 2012 – pp. 15648-15649.

RISQUE PHYSIQUE

Atmosphère explosible

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 mars 1994, concernant le rapprochement des législations des États membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 130 du 4 mai 2012 – pp. 1-9.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 mars 1994, concernant le rapprochement des législations des États membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 233 du 3 août 2012 – pp. 1-9.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 94/9/CE du Parlement européen et du Conseil, du 23 mars 1994, concernant le rapprochement des législations des États membres pour les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 361 du 22 novembre 2012 – pp. 1-9.

Atmosphère hyperbare

Arrêté du 30 octobre 2012 définissant les procédures d'accès, de séjour, de sortie et d'organisation du travail pour les interventions en milieu hyperbare exécutées avec immersion dans le cadre de la mention B « techniques, sciences et autres interventions ».

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 15 novembre 2012 – pp. 18067-18070.

Arrêté du 30 octobre 2012 relatif aux travaux subaquatiques effectués en milieu hyperbare (mention A).

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 décembre 2012 – pp. 19490-19494.

Arrêté du 15 mars 2012 complétant l'arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 8 mai – pp. 8493-8494.

Arrêté du 20 septembre 2012 complétant l'arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 septembre 2012 – pp. 15349-15351.

Arrêté du 21 décembre 2012 complétant l'arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 décembre 2012 – pp. 21178-21180.

Bruit

Décision d'exécution de la Commission du 13 janvier 2012 relative à la conformité de la norme EN 60065:2002/A12:2011 « Appareils audio, vidéo et appareils électroniques analogues – Exigence de sécurité » et de la norme EN 60950-1:2006/A12:2011 « Matériel de traitement de l'information – Sécurité – Partie 1 : exigences générales » avec l'obligation générale de sécurité prévue par la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et à la publication des références de ces normes au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 13 du 17 janvier 2012 – pp. 7-8.

Champs électromagnétiques

Directive 2012/11/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 avril 2012 modifiant la directive 2004/40/CE concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (champs électromagnétiques) (dix-huitième directive particulière au sens de l'article 16, paragraphe 1, de la directive 89/391/CEE).

Parlement européen et Conseil de l'Union européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 110 du 24 avril 2012 – pp. 1-2.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 104 du 11 avril 2012 – pp. 1-37.

Compatibilité électromagnétique

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive 89/336/CEE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 104 du 11 avril 2012 – pp. 38-58.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004 relative au rapprochement des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique et abrogeant la directive 89/336/CEE.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 321 du 23 octobre 2012 – pp. 1-20.

Avis relatif à l'application du décret n° 2006-1278 du 18 octobre 2006 relatif à la compatibilité électromagnétique des appareils électriques et électroniques (directive 2004/108/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2004).

Ministère chargé de l'Industrie. Journal officiel du 12 décembre 2012 – pp. 19445-19456.

Équipements électriques et électroniques

Rectificatif à la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 209 du 4 août 2012 – p. 18.

Équipements sous pression

Arrêté du 25 juin 2012 portant modification de l'arrêté du 3 mai 2004 relatif à l'exploitation des récipients sous pression transportables.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 11 juillet 2012 – pp. 11361-11363.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 97/23/CE du Parlement Européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les équipements sous pression.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 233 du 3 août 2012 – pp. 10-27.

Décision n° BSEI 12-009 du 17 février 2012 relative à l'approbation de guides professionnels pour les opérations de requalification périodique et de contrôle suite à intervention notable d'équipements sous pression.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, n° 2012/5 du 25 mars 2012 – pp. 28-29.

Décision n° BSEI 12-052 du 22 mars 2012 relative à la dispense de vérification intérieure pour des équipements sous pression contenant certains gaz ou mélanges de gaz.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, n° 2012/6 du 10 avril 2012 – pp. 129-131.

Décision n° BSEI 12-053 du 22 mars 2012 relative à la reconnaissance de normes et cahiers des charges pour l'exploitation sans surveillance permanente de certains générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, n° 2012/6 du 10 avril 2012 – p. 132.

Décision n° BSEI 12-057 du 5 avril 2012 relative à l'approbation d'un guide professionnel pour les opérations de requalification périodique et de contrôle suite à intervention notable d'équipements sous pression.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, n° 2012/7 du 25 avril 2012 – pp. 89-90.

Décision n° BSEI 12-058 du 5 avril 2012 relative aux modalités de requalifications périodiques des équipements sous pression soumis à fragilisation de revenu.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, n° 2012/7 du 25 avril 2012 – pp. 91-92.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 97/23/CE du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des législations des États membres concernant les équipements sous pression.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 90 du 27 mars 2012 – p. 3.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2009/105/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux récipients à pression simples (version codifiée).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 104 du 11 avril 2012 – pp. 59-60.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 97/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des États membres concernant les équipements sous pression.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 104 du 11 avril 2012 – pp. 61-76.

Arrêté du 22 décembre 2011 portant agrément d'APAVE pour ce qui concerne les récipients à pression.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 5 janvier 2012 – pp. 153-154.

Arrêté du 22 décembre 2011 portant agrément de l'Association pour la sécurité des appareils à pression pour ce qui concerne les récipients à pression.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 5 janvier 2012 – p. 154.

Arrêté du 22 décembre 2011 portant agrément de Bureau Veritas pour ce qui concerne les récipients à pression.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 5 janvier 2012 – pp. 154-155.

Arrêté du 22 décembre 2011 portant habilitation d'organismes pour l'application du décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 modifié relatif aux équipements sous pression transportables.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 12 janvier 2012 – pp. 580-581.

Arrêté du 22 décembre 2011 portant agrément de l'Association des contrôleurs indépendants pour ce qui concerne les récipients à pression.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 12 janvier 2012 – p. 581.

Arrêté du 3 février 2012 portant agrément d'organismes pour l'application des articles 16 et 17 bis de l'arrêté du 24 mars 1978 modifié portant réglementation de l'emploi du soudage dans la construction et la réparation d'appareils à pression.

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 11 février 2012 – p. 2425.

Arrêté du 22 mars 2012 portant habilitation d'un organisme en application du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 modifié relatif aux équipements sous pression.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 31 mars 2012 – pp. 5847-5848.

Arrêté du 22 mars 2012 portant habilitation d'un organisme en application du décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 modifié relatif aux équipements sous pression transportables.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 31 mars 2012 – pp. 5848-5850.

Arrêté du 15 juin 2012 portant habilitation d'un organisme en application du décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 modifié relatif aux équipements sous pression transportables.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 30 juin 2012 – pp. 10699-10700.

Arrêté du 5 novembre 2012 portant agrément d'organismes pour l'application de l'arrêté du 10 mars 1986 relatif à la certification CEE ou CE des appareils à pression.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 24 novembre 2012 – pp. 18522-18523.

Explosifs

Décret n° 2012-508 du 17 avril 2012 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 19 avril 2012 – pp. 7058-7059.

Générateurs d'aérosols

Arrêté du 1^{er} octobre modifiant l'arrêté du 23 mars 2010 pris pour l'application du décret n° 2010-323 du 23 mars 2010 relatif à la prévention des risques résultant de l'usage des générateurs d'aérosol.

Ministère de l'Économie et des Finances. Journal officiel du 9 octobre 2012 – p. 15714.

Installations électriques/matériel électrique

Arrêté du 20 décembre 2011 relatif aux appareils électriques amovibles et à leurs conditions de raccordement et d'utilisation.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 27 janvier 2012 – pp. 1531-1532.

Arrêté du 22 décembre 2011 relatif aux critères de compétence des personnes chargées d'effectuer les vérifications périodiques des installations électriques et de mettre en œuvre les processus de vérification des installations électriques temporaires.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 27 janvier 2012 – p. 1532.

Arrêté du 19 avril 2012 relatif aux normes d'installation intéressant les installations électriques des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 mai 2012 – p. 7708.

Arrêté du 20 avril 2012 relatif au dossier technique des installations électriques des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 mai 2012 – pp. 7708-7709.

Arrêté du 26 avril 2012 relatif aux normes définissant les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ainsi que les modalités recommandées pour leur exécution.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 5 mai 2012 – pp. 7983-7984.

Arrêté du 30 avril 2012 relatif au contenu de l'imprimé utilisable pour la vérification de certaines installations électriques temporaires, aux modifications de l'arrêté relatif aux modalités d'accréditation des organismes chargés des vérifications initiales des installations électriques et sur demande de l'inspection et de l'arrêté relatif aux critères de compétences des personnes chargées d'effectuer les vérifications périodiques des installations électriques.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 10 mai 2012 – pp. 7789-8790.

Circulaire DGT 2012/12 du 9 octobre 2012 relative à la prévention des risques électriques.

Ministère chargé du Travail (<http://circulaire.legifrance.gouv.fr> – 32 p.).

Arrêté du 27 janvier 2012 précisant les modalités d'application de l'article 3 du décret n° 2011-1697 du 1^{er} décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques.

Ministère chargé de l'Énergie. Journal officiel du 4 février 2012 – p. 2067.

Circulaire du 17 janvier 2012 relative à l'application des dispositions du décret n° 2011-1697 du 1^{er} décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques.

Ministère chargé de l'Énergie (<http://www.circulaire.legifrance.gouv.fr>, 14 p.).

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 61 du 29 février 2012 – pp. 56-148.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2006/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 245 du 14 août 2012 – pp. 1-81.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 363 du 23 novembre 2012 – pp. 6-7.

Lasers

Décret n° 2012-1303 du 26 novembre 2012 fixant la liste des usages spécifiques autorisés pour les appareils à laser sortant d'une classe supérieure à 2.

Ministère chargé de l'Industrie. Journal officiel du 28 novembre 2012 - pp. 18644-18645.

Rayonnements ionisants

Arrêté du 27 août 2012 modifiant l'arrêté du 7 février 2005 fixant la liste des diplômes compatibles avec l'exercice des missions de la personne spécialisée en radiophysique médicale et permettant l'inscription à la formation spécialisée prévue à l'article 4 de l'arrêté du 19 novembre 2004.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 1^{er} septembre 2012 - p.14071.

RISQUE ROUTIER/TRANSPORT

Décret n° 2012-3 du 3 janvier 2012 portant diverses mesures de sécurité routière.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 4 janvier 2012 - pp. 117-119.

Éthylotest

Décret n° 2012-284 du 28 février 2012 relatif à la possession obligatoire d'un éthylotest par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 1^{er} mars 2012 - pp. 3935-3936.

Décret n° 2012-1197 du 29 octobre 2012 modifiant le décret n° 2012-284 du 28 février 2012 relatif à la possession obligatoire d'un éthylotest par le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur.

Ministère de l'Intérieur. Journal officiel du 30 octobre 2012 - p. 16807.

Arrêté du 13 juillet 2012 fixant les règles applicables à l'homologation nationale des dispositifs d'antidémarrage par éthylotest électronique et à leurs conditions d'installation dans les véhicules à moteur.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 27 juillet 2012 - pp. 12285-12295.

Permis de conduire

Directive 2012/36/UE de la Commission du 19 novembre 2012 modifiant la directive 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil relative au permis de conduire.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 321 du 21 octobre 2012 - pp. 54-58.

Décret n° 2012-886 du 17 juillet 2012 relatif au contrôle médical de l'aptitude à la conduite.

Ministère de l'Intérieur. Journal officiel du 19 juillet 2012 - pp. 11844-11845.

Arrêté du 31 juillet 2012 relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite.

Ministère de l'Intérieur. Journal officiel du 24 août 2012 - pp. 13771-13774.

Sécurité routière

Arrêté du 3 janvier 2012 relatif aux équipements rétro réfléchissants portés par tous conducteurs ou passagers d'une motocyclette d'une cylindrée supérieure à 125 cm³ ou d'un véhicule de la catégorie L5e d'une puissance supérieure à 15 kW.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 4 janvier 2012 - p. 119.

Transport de fonds

Décret n° 2012-1109 du 1^{er} octobre 2012 relatif à la protection des transports de fonds.

Ministère de l'Intérieur. Journal officiel du 3 octobre 2012 – pp. 15475-15479.

Décret n° 2012-1110 du 1^{er} octobre 2012 modifiant le décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000 modifié déterminant les aménagements des locaux desservis par les personnes physiques ou morales exerçant l'activité de transport de fonds et portant diverses dispositions relatives aux transport de fonds.

Ministère de l'Intérieur. Journal officiel du 3 octobre 2012 – pp. 15480-15481.

Transport de matières dangereuses

Arrêté du 12 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 20 décembre 2012 – pp. 20102 à 20108.

Directive 2012/45/UE de la Commission du 3 décembre 2012 portant deuxième adaptation au progrès scientifique et technique des annexes de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 332 du 4 décembre 2012 – pp. 18-19.

Transport routier

Ordonnance n° 2012-814 du 22 juin 2012 relative à la durée du travail des conducteurs indépendants du transport public routier.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 23 juin 2012 – pp. 10339-10340.

Décret n° 2012-921 du 26 juillet 2012 relatif aux infractions à la durée du travail des conducteurs indépendants du transport public routier.

Ministère chargé des Transports. Journal officiel du 28 juillet 2012 – pp. 12348-12349.

Arrêté du 11 juillet 2012 modifiant l'annexe de l'arrêté du 26 février 2008 fixant la liste des titres et diplômes de niveau V admis en équivalence au titre de la qualification initiale des conducteurs de certains véhicules affectés aux transports routiers de marchandises ou de voyageurs.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 20 juillet 2012 – p. 11919.

Arrêté du 16 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 16 juillet 1954 relatif à l'éclairage et à la signalisation des véhicules.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 27 juillet 2012 – p. 12295.

Véhicules d'exploitation de la route

Arrêté du 2 mai 2011 relatif aux véhicules d'exploitation de la route et à leurs conditions de circulation.

Ministère chargé des Transports. Journal Officiel du 12 mai 2011 – p. 8181.

Textes officiels relatifs à
**l'environnement, la santé
publique et la sécurité civile**
parus en 2012

Environnement

COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS

Arrêté du 27 février 2012 modifiant l'arrêté du 29 mai 2006 relatif à la réduction des émissions de composés organiques volatils dues à l'utilisation de solvants organiques dans certains vernis et peintures et dans les produits de retouche de véhicules.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 23 mars 2012 – pp. 5260-5261.

DÉCHETS

Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 6 avril 2012 – pp. 6242-6244.

Arrêté du 26 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 8 août 2012 – p. 12988.

Arrêté du 16 août 2012 fixant la liste des produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement prévue aux I et III de l'article R. 543-228 du Code de l'environnement ainsi que les critères prévues au 1° du II du même article.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 23 août 2012 – pp. 13720-13723.

Arrêté du 10 octobre 2012 modifiant l'arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 6 novembre 2012 – pp. 17330-17332.

Arrêté du 18 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux et l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 décembre 2012 – pp. 20818-20824.

INSTALLATIONS CLASSÉES

Collecte de déchets

Arrêté du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 6 avril 2012 – pp. 6244-6249.

Arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 14 avril 2012 – pp. 6842-6843.

Arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 14 avril 2012 – p. 6843.

Compostage

Arrêté du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 mai 2012 – pp. 7794-7804.

Déchets d'équipements électriques et électroniques

Arrêté du 26 mars 2012 portant modification de l'arrêté du 12 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2711.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 11 avril 2012 – pp. 6474-6478.

Études de dangers

Circulaire du 15 novembre 2012 relative à la rédaction des études de dangers remises en application de l'article L. 551-2 du Code de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement (<http://circulaire.legifrance.gouv.fr>, 3 p.).

Élevage

Arrêté du 7 mai 2012 modifiant divers arrêtés fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire certaines installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques 2101, 2102, 2110, 2111 et 2120.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 10 mai 2012 – p. 8685.

Installations de broyage ou concassage

Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 28 novembre 2012 – pp. 18683-18693.

Installations de broyage ou d'entreposage de véhicules hors d'usage

Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 28 novembre 2012 – pp. 18693-18700.

Installations de combustion

Arrêté du 8 décembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2910-C de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (installations de combustion consommant exclusivement du biogaz produit par une seule installation de méthanisation soumise à enregistrement sous la rubrique n° 2781-1).

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 22 janvier 2012 – pp. 1254-1266.

Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport

Arrêté du 23 décembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2795 (installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses au sens de la rubrique n° 1000 de la nomenclature des installations classées ou de déchets dangereux).

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 10 janvier 2012 – pp. 435-436.

Installations de traitement de déchets

Arrêté du 23 juillet 2012 modifiant divers arrêtés relatifs aux installations de traitement de déchets soumises à déclaration au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 25 octobre 2012 – pp.16603-16604.

Installations temporaires de transit de déchets issus de pollutions accidentelles

Arrêté du 30 juillet 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2719 (installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de déchets issus de catastrophes naturelles).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 9 août 2012 – p. 13054.

Liquides inflammables

Arrêté du 16 juillet 2012 relatif aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et présents dans un entrepôt couvert soumis au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 de cette même nomenclature.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 août 2012 – pp. 12758-12767.

Arrêté du 12 octobre 2011 relatif aux installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (rectificatif).

Ministère chargé de l'Écologie. Journal officiel du 25 février 2012 – p. 3199.

Nomenclature

Décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées.
Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 22 mars 2012 – pp. 5170-5172.

Décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées (rectificatif).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 26 mai 2012 – p. 9311.

Décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant la nomenclature des installations classées (rectificatif).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 15 décembre 2012 – p. 15590.

Préparation de vins

Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 28 novembre 2012 – pp. 18660-18683.

Production et distillation d'alcools de bouche d'origine agricole

Arrêté du 25 mai 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2250 (production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 5 juillet 2012 – pp. 11055-11056.

SEVESO

Directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 197 du 24 juillet 2012 – pp. 1-31.

Silos plats de stockage de céréales

Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 28 novembre 2012 – pp. 18648-18660.

Préparation ou conservation de produits alimentaires

Arrêté du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 12 avril 2012 – pp. 6697-6724.

Réservoirs cryogéniques

Décision du 13 mars 2012 relative à la reconnaissance d'un guide professionnel pour l'inspection et la maintenance des réservoirs cryogéniques.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, n° 2012/6 du 10 avril 2012 – p. 106.

Stockage de produits explosifs

Arrêté du 28 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 février 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique n° 1311.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 7 avril 2012 – p. 6392.

Tours aéroréfrigérantes

Arrêté du 9 juillet 2012 portant agrément des organismes pour le contrôle des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 25 septembre 2012 – p. 15126.

Utilisation de solvants pour le nettoyage à sec

Arrêté du 5 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 31 août 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2345 relative à l'utilisation de solvants pour le nettoyage à sec et le traitement des textiles ou des vêtements.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 9 décembre 2012 – pp. 19309-19323.

Santé publique

DISPOSITIF MÉDICAL

Règlement (UE) N° 722/2012 de la Commission du 8 août 2012 relatif aux prescriptions particulières en ce qui concerne les exigences prévues aux directives 90/385/CEE et 93/42/CEE du Conseil pour les dispositifs médicaux implantables actifs et les dispositifs médicaux fabriqués à partir de tissus d'origine animale.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° L 212 du 9 août 2012 – pp. 3-10.

Décision du 14 février 2012 fixant les conditions particulières pour le changement des bouteilles de gaz et leur utilisation.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 14 mars 2012 – pp. 4659-4660.

Arrêté du 30 mars 2012 fixant la liste des dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro* d'occasion soumis à une attestation technique préalable à leur cession en application de l'article L. 5222-2 du Code de la santé publique.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 7 avril 2012 – p. 6399.

Arrêté du 30 mars 2012 fixant la liste des dispositifs médicaux d'occasion soumis à une attestation technique préalable à leur cession en application de l'article L. 5212-1 du Code de la santé publique.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 7 avril 2012 – p. 6399.

Arrêté du 4 mai 2012 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2011 relatif aux déclarations et à la communication de dispositifs médicaux pris en application de l'article R. 5211-65-1 du Code de la santé publique.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 10 mai 2012 – p. 8793.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil, du 20 juin 1990, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 123 du 27 avril 2012 – pp. 1-5.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil, du 14 juin 1993, relative aux dispositifs médicaux.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 123 du 27 avril 2012 – pp. 6-33.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro*.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 123 du 27 avril 2012 – pp. 31-34.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil, du 14 juin 1993, relative aux dispositifs médicaux.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 212 du 30 août 2012 – pp. 6-28.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic *in vitro*.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 262 du 30 août 2012 – pp. 29-33.

Communication de la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil, du 20 juin 1990, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, n° C 262 du 30 août 2012 – pp. 1-5.

HYGIÈNE ALIMENTAIRE

Note de service DGAL/SDSSA/N2012-8022 du 30 janvier 2012 relative à l'obligation de formation en matière d'hygiène alimentaire adaptée à l'activité des établissements de restauration commerciale.

Ministère chargé de l'Alimentation (<http://www.circulaire.legifrance.gouv.fr>, 8 p.).

Avis de validation interministérielle d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène et d'application des principes HACCP.

Ministère chargé de l'Alimentation. Journal officiel du 14 mars 2012 – p. 4674.

Avis de validation d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène et d'application des principes HACCP.

Ministère chargé de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Journal officiel du 10 mai 2012 – p. 8987.

Avis de validation d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène et d'application des principes HACCP.

Ministère chargé de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Journal officiel du 8 mai 2012 – p. 8595.

Avis de validation d'un guide de bonnes pratiques d'hygiène et d'application des principes HACCP.

Ministère chargé de l'Économie et des Finances. Journal officiel du 13 septembre 2012 – p. 14693.

Sécurité civile

ERP/IGH

ERP

Circulaire interministérielle n° DGPR/SPNQE/MBAP/2011/1 et n° DGS/EA2/DGPR/DLPAJ/DGCA/2011/486 du 23 décembre 2011 relative à la réglementation applicable aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée.

Ministères chargés de l'Ecologie, de l'Intérieur, de la Santé et de la Culture (<http://www.circulaire.legifrance.gouv.fr>, 21 p.).

IGH

Arrêté du 30 décembre 2011 portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 18 janvier 2012 – pp. 946-993.

Index des mots-clés

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>	<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Accident du travail _____	3-4-5	Handicapé _____	6
Aération _____	8	Harcèlement _____	8
Aérosol _____	21	Hygiène alimentaire _____	30
Agent cancérigène _____	9	Hyperbare _____	18
Agriculture _____	3-5-6-7-9	Installation classée _____	26-27-28-29
Amiante _____	9-10-11-25	Installation électrique _____	21-22-23
Apprenti _____	6-7	Jeune _____	6
Ascenseur _____	17	Laser _____	23
Atmosphère explosible _____	18	Lieu de travail _____	5
Biocide _____	11-12-13	Machine _____	17-18
Bruit _____	19	Maladie professionnelle _____	3-4-5-6
BTP _____	4-8-16	Matériel électrique _____	21-22-23
Champ électromagnétique _____	19	Médecine du travail _____	6-9
CHSCT _____	8	Nanomatériaux _____	14
Compatibilité électromagnétique _____	19	Norme _____	16-17-18-19-20-22-29-30
Composé organique volatil _____	25	Organisme agréé / accrédité _____	8-16-17-18-20-21
Coordonnateur _____	8-16	Pénibilité _____	6-7
DASRI _____	15	Permis de conduire _____	23
Déchet _____	15-25-26-27	Produit chimique _____	9-10-11-12-13-14-15-27-28-29
Dispositif médical _____	29-30	Produit de construction _____	16
Éclairage _____	8	Rayonnements ionisants _____	23
Echafaudage _____	16	Reach _____	13-14-15
Enseignement _____	6	Risque biologique _____	15
Environnement _____	25-26-27-28-29	Risques psychosociaux _____	8
EPI _____	16-17	Sécurité routière _____	23-24
Équipement de travail _____	17-18	Sécurité sociale _____	3-4-5
Équipement électronique _____	19	Service de santé au travail _____	9
Équipement sous pression _____	19-20-21	Surveillance médicale _____	9
ERP-IGH _____	31	Tarification _____	4-5
Étiquetage _____	13	Télétravail _____	7
Ethylotest _____	23	Tracteur _____	5
Explosif _____	21	Transport de fonds _____	24
Fonction publique _____	6	Transport de matières dangereuses _____	24
Formation _____	5	Transport routier _____	24

Travail forestier _____ 7

Vieillessement _____ 7

Valeur limite _____ 15